

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Trottoirs : les commerçants se réinstallent anarchiquement

L'OPÉRATION "Libérez les trottoirs", marquée par la destruction de quelques kiosques occupant le domaine public, menée en fanfare par le ministère de l'Intérieur courant décembre 2022, s'est terminée en eau de boudin. Tant les sites où cette opération a été menée sont de nouveau occupés. Commerçants et autres vendeurs ambulants étalant désormais allègrement leurs marchandises sous les yeux des policiers en faction. Constat.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

"**D**ÉBALLAGE 2 000 ! déballage 2 000 !". Ici, nous sommes aux abords de l'échangeur des Charbonnages où vendeurs par terre et autres commerçants ambulants, hélant les clients, sont effectué un retour en force avec leurs marchandises. Installés de part et d'autre de l'échangeur et même en dessous de celui-ci où ils obstruent le passage des piétons, ces gagne-petit ont fini par avoir les agents de police à l'usure. Les mauvaises habitudes ayant la peau dure, les "chiens et chats" du temps où l'opération visant à libérer les trottoirs battait son plein, sont à nouveau de grands amis qui se côtoient tous les jours. Voilà, en effet, qu'au bout de quelques semaines seulement, le "marché" de l'échangeur a repris le cours habituel de ses activités jusqu'à la devanture du magasin Ckdo. On y trouve un peu de tout : chaussures, vêtements, bijoux,

S'il est vrai que certains habitants voient en ces commerces anarchiques des marchés de proximité, il reste que leur présence cause beaucoup de tort aux piétons, alors obligés de se faufiler pour se frayer un passage.



Les commerçants ont repris leur activité sur les trottoirs après y avoir été chassés.

produits cosmétiques et alimentaires, et bien d'autres encore. Autant d'articles qui attirent une bonne frange de la population de Libreville. Hommes, femmes, jeunes et enfants y trouvent leur compte. " Parfois jusqu'à 20 heures, les gens sont-là au vu et su des policiers qui, semble-t-il, sont impuissants devant cette situation", fait observer Abass, jeune conducteur de taxi. Ambiance identique aux échangeurs de Nzeng-Ayong et de l'IAI. Sur ces sites, les policiers semblent également dépassés par la détermination des commerçants qui ont pris d'assaut les trottoirs. S'il est vrai que certains habitants voient en ces commerces anarchiques des marchés de proximité, il reste que leur présence cause beaucoup de tort aux piétons, alors obligés de se faufiler pour se frayer un passage. "À certaines heures, notamment à la tombée du jour, pour se trouver un passage

sur les trottoirs occupés par ces commerçants et leurs clients, c'est vraiment difficile. Si bien que certains, ne voulant pas se frotter aux autres passants, prennent le risque de marcher sur la chaussée, disputant ainsi la voie avec les automobilistes", explique Judith au niveau du pont de Nzeng-Ayong. L'on se rappelle pourtant que lors du lancement de l'opération de déguerpissement des vendeurs, suivie de la casse des kiosques occupant le domaine public, largement relayée par les médias, nombreux ont vu une certaine volonté du gouvernement de mettre définitivement un terme à l'anarchie ambiante. Mais quelques semaines après, beaucoup constatent, déçus, que "cette volonté gouvernementale, via le ministère de l'Intérieur, n'a été que de très courte durée. Les commerçants et les vendeurs par terre ont fini par faire reculer la force publique", commente une fonctionnaire de l'Éducation.

L'éternel recommencement ?

CNB
Libreville/Gabon

LE gouvernement casse et fait déguerpir les commerçants. Les commerçants, eux, reviennent à la charge quelque temps après. Dans ce micmac, les services de l'Hôtel de Ville de Libreville poursuivent leurs opérations de prélèvement des taxes. Finalement, à quoi joue-t-on, est-on tenté de s'interroger. L'urgence d'une concertation visant à trouver des solutions durables n'est-elle pas envisageable ? D'autant plus que le phénomène des occupations anarchiques du domaine public librevillois ne date pas d'aujourd'hui. Or à chacune de ces initiatives frisant l'éternel recommencement, les pouvoirs publics se sont retrouvés en situation de faiblesse devant les opérateurs

économiques. Pourquoi ne pas alors remettre au goût du jour la problématique de la construction des marchés ? Tant l'une des causes de la formation des commerces anarchiques dans la capitale gabonaise est due à une insuffisance de sites officiels de vente. "Le marché qui se trouve à l'entrée du quartier Ambowé est trop étroit et à un endroit moins fréquenté. Un client qui sort de son lieu de travail déjà fatigué ne peut pas rentrer là-bas, il préfère prendre ce qui est sur son chemin", explique par exemple Jeanne, une résidente des Charbonnages. Comme pour dire que tant que la question de fond ne sera pas réglée, le cycle "occupation illégale du terrain"-"destruction"-"réinstallation des commerçants" se renouvellera. L'éternel recommencement.